

La politique étrangère japonaise sous Nakasone : Le dilemme d'une superpuissance économique
Japan's Foreign Policy under Nakasone: The Dilemma of an Economic Superpower

Robert E. Bedeski

Volume 15, Number 2, 1984

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/701653ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/701653ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Bedeski, R. E. (1984). La politique étrangère japonaise sous Nakasone : Le dilemme d'une superpuissance économique. *Études internationales*, 15(2), 277–290. <https://doi.org/10.7202/701653ar>

Article abstract

After decades of intensive economic growth Japan is under pressure to translate its material success into international influence. This new role appears to be taking shape under Prime Minister Nakasone. The country faces rising protectionism sentiments from its major trading partners, and a growing military threat from the USSR. Nakasone has maintained a solid working relation with President Reagan, while adopting a hawkish stance towards the USSR. Nevertheless, Japan still remains under the US nuclear umbrella. Nakasone has pursued closer relations with South Korea. His first foreign visit as prime minister was to Seoul. The Chinese have been concerned about symptoms of remilitarization on the one hand, but also recognize that a greater Japanese security presence will help to diffuse the Soviet threat in the region, thus relieving pressure on Beijing. The first six months of Nakasone's administration thus indicated that Japan may be embarking on a diplomatic and defence course which has a higher profile than in the past.

LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DU JAPON SOUS NAKASONE: LE DILEMME D'UNE SUPERPUISSANCE ÉCONOMIQUE

Robert E. BEDESKI*

ABSTRACT — *Japan's Foreign Policy under Nakasone: The Dilemma of an Economic Superpower*

After decades of intensive economic growth Japan is under pressure to translate its material success into international influence. This new role appears to be taking shape under Prime Minister Nakasone. The country faces rising protectionism sentiments from its major trading partners, and a growing military threat from the USSR. Nakasone has maintained a solid working relation with President Reagan, while adopting a hawkish stance towards the USSR. Nevertheless, Japan still remains under the US nuclear umbrella. Nakasone has pursued closer relations with South Korea. His first foreign visit as prime minister was to Seoul. The Chinese have been concerned about symptoms of remilitarization on the one hand, but also recognize that a greater Japanese security presence will help to diffuse the Soviet threat in the region, thus relieving pressure on Beijing. The first six months of Nakasone's administration thus indicated that Japan may be embarking on a diplomatic and defence course which has a higher profile than in the past.

I — LE DILEMME DIPLOMATIQUE

En tant que nation non-occidentale dont le processus moderne d'industrialisation a été le plus couronné de succès, le Japon passe aujourd'hui par une réorientation majeure de ses relations avec le monde. Après des décennies de croissance économique intensive, la nation est maintenant poussée à traduire son succès matériel en influence internationale. Sous le Premier ministre Nakasone, les dimensions et la direction de ce nouveau rôle semblent prendre forme. Ses premiers six mois en poste ont été remarquables du point de vue de l'activité diplomatique dynamique et d'une approche de la question de sécurité qui a parfois frisé le bellicisme.

De la signature du traité de paix, en 1951, jusqu'à 1978, l'orientation extérieure du Japon a consisté à demeurer sous l'aile protectrice des États-Unis. À l'égard de la Chine et de l'URSS, le Japon a maintenu une politique d'« équilibre ». Durant des années, cette politique avait tenu Tokyo en dehors du conflit sino-soviétique, mais elle a été pratiquement abandonnée, en 1978, avec le Traité de Paix et d'Amitié qui contenait une clause dénonçant l'« hégémonie ». Par la suite, les États-Unis ont normalisé leurs relations avec la République populaire de Chine

* Professeur au Département de science politique de l'Université Carleton, Ottawa, Canada.
Revue Études internationales, volume XV, n° 2, juin 1984

(RPC) en vue de jouer la carte de la Chine contre l'URSS, la Chine a attaqué le Vietnam et l'URSS a envahi l'Afghanistan¹. En outre, Moscou a renforcé ses garnisons dans les territoires septentrionaux, lesquels ont d'ailleurs été détachés du Japon. Lié aux États-Unis par le Traité de Sécurité, fortement engagé dans le commerce et l'investissement en RPC, et faisant face à une Union soviétique hostile, le Japon ne peut ignorer plus longtemps le fait qu'il est un acteur majeur dans la politique internationale.

II – LA QUESTION COMMERCIALE

Nakasone fait face à un dilemme qui s'est accentué depuis 1978: le Japon est aujourd'hui devenu une des principales puissances économiques. Le pays s'est adapté aux chocs pétroliers de 1973 peut-être mieux que toute autre nation majeure, en dépit de l'absence de ressources énergétiques sur le territoire national, et s'est tiré de la récession actuelle avec un taux de chômage de 2,7%. Selon Ezra Vogel, les problèmes énergétiques sont devenus la principale priorité. La bureaucratie a consulté avec attention les compagnies pétrolières et a mené à bien une série de programmes de conservation énergétique. Les fonctionnaires du MCII (ministère du Commerce international et de l'Industrie) ont également organisé au Moyen-Orient des travaux majeurs de développement technologique afin de rendre les pays producteurs de pétrole dépendants de l'expertise technique et de l'assistance technologique du Japon².

Toutefois, le succès du Japon a fait naître la perspective de protectionnisme de la part des autres partenaires commerciaux, y compris les États-Unis et le Canada. Ses propres marchés protégés s'ouvrent mais les articles tels que le boeuf et les oranges sont soumis à des quotas. De plus, les budgets de la défense et de l'aide sont jugés comme parcimonieux comparativement à ceux des autres nations industrielles. Les Japonais voient leur pays comme pauvre en termes de ressources et se souviennent de la dévastation entraînée par la guerre. Ainsi, les demandes étrangères de plus grandes contributions à l'assistance et à la sécurité internationales ne parviennent pas à soulever leur enthousiasme. Pour le nouveau Premier ministre, sa tâche consiste à agir comme médiateur entre le public japonais et la communauté internationale.

Il appartient au folklore politique japonais que chaque Premier ministre ne puisse résoudre qu'un seul problème diplomatique durant son mandat et qu'il devrait, ainsi, se concentrer sur celui qui est à l'origine de la plus grande tension. La priorité, pour Nakasone, a été de remettre sur une voie harmonieuse les relations avec les États-Unis.

Les symptômes d'opposition étrangère à l'égard des pratiques commerciales japonaises n'ont pas été difficiles à trouver. L'entreprise Motorola a fait paraître un

1. Robert E. BEDESKI, *The Fragile Entente: The 1978 Japan-China Peace Treaty in a Global Context*, Boulder (Col.), Westview, 1983.

2. *Japan as Number One*, Cambridge, Harvard University Press, 1979, p. 39 et p. 95.

encart publicitaire dans le *New York Times*, proclamant que la compagnie ne peut concurrencer loyalement les produits japonais, « lesquels ont été protégés par l'appui reçu du gouvernement en vertu de sa politique industrielle ». Le foyer de désaccord s'est déplacé des requêtes pour que soient imposées des restrictions volontaires sur les exportations de produits spécifiques, tels que les automobiles, aux problèmes de la technologie d'avant-garde.

De plus en plus, les Japonais entendent les arguments contre les politiques industrielles de leur pays, lesquels se rapportent à la constitution de toute l'économie³. Les demandes d'ouverture du marché deviennent également plus fortes comme les États-Unis blâment le Japon d'avoir prétendument encouragé une politique industrielle décourageant l'importation et favorisant l'exportation. Le Japon soutient que sa politique industrielle vise à changer la structure industrielle intérieure et à promouvoir une division internationale du travail pour éliminer le protectionnisme⁴. Selon le journal *Nihon Keizai* (Journal économique du Japon).

Il y a l'affirmation à l'effet que puisqu'il n'est pas loyal de la part du Japon de mettre en pratique des politiques industrielles qui n'existent pas aux États-Unis, (donc) les États-Unis devraient obtenir du Japon qu'il les abandonne. Si le Japon ne les abandonne pas, alors les États-Unis devraient mettre en pratique des contre-mesures⁵.

L'excédent que, selon les prévisions, le Japon enregistrera dans son commerce avec les États-Unis suscite, chez les fonctionnaires du ministère des Affaires étrangères, la crainte que le rapport bilatéral soit parvenu à un point critique. Maintenant qu'ont eu lieu les élections à la Chambre haute (26 juin 1983), Tokyo s'attend à ce que reprennent les pressions américaines visant à la réduction de cet excédent. Les candidats démocrates tels que Walter Mondale favorisent un « Local Content Bill » en matière d'acquisition de pièces d'automobiles. Les négociations sur les produits agricoles, y compris le boeuf et les agrumes, sont des secteurs susceptibles d'être l'objet de pressions américaines additionnelles⁶.

Nakasone et ses prédécesseurs perçoivent que la connexion États-Unis-Japon est l'axe premier de la diplomatie de Tokyo. Il y a une croyance répandue parmi les Japonais bien informés à l'effet que les problèmes économiques américains actuels sont seulement temporaires et que, une fois l'économie rétablie, plusieurs domaines de friction disparaîtront. Le Japon ne peut demeurer passif et il doit prendre des mesures telles que l'établissement d'un système de division du travail entre les deux nations, et peut-être

3. Pour un aperçu de la politique industrielle du Japon, voir D. LEYTON-BROWN et Brian MACDONALD, "Industrial Strategy", dans *The Canadian Strategic Review 1982*, publié sous la direction de R.B. Myers, Toronto, Canadian Institute of Strategic Studies, 1982, surtout pp. 129-131.

4. *Nihon Keizai* (NK), 15 mai 1983, p. 1, dans *Daily Summary of the Japanese Press (DSJP)*, 18 mai 1983, p. 14.

5. NK, 19 mai 1983, p. 4, dans *DSJP*, 25 mai 1983, p. 4.

6. NK, 8 juin 1983, p. 1, dans *DSJP*, 15 juin 1983, p. 4. Voir aussi Frank LANGDON, "Japan-United States Trade Friction, The Reciprocity Issue", dans *Asian Survey*, 23:5, mai 1983, pp. 653-666.

l'émission d'obligations garanties en yens afin de prévenir le cours peu élevé du yen⁷.

Les autres mesures ont compris un investissement japonais accru dans l'économie américaine. Les manufacturiers d'automobiles et de pneus ont établi des usines aux États-Unis mais les Japonais sont demeurés prudents quant à ces opérations de transfert. La "Japan Steel Tube Company" a négocié l'achat de la "Rouge Steel Company", détenue par Ford et située près de Detroit, mais elle s'est retirée à cause des conflits de travail potentiels. On s'attend à ce qu'une partie du désaccord à propos de l'acier diminue puisque la production des manufacturiers américains reprend. De 90% de son rendement au printemps 1981, la production américaine d'acier a chuté à 29,8% à la fin de 1982. Dès avril 1983, elle s'était rétablie à 58%⁸. Néanmoins, Nissan a investi plus de 600 millions de dollars dans une usine de camions au Tennessee, tandis que Honda et Toyota établissaient également des unités de fabrication en Ohio et en Californie.

III – LA DIPLOMATIE AU SOMMET DE NAKASONE ET LA MENACE SOVIÉTIQUE

C'est avec cela pour arrière-plan que s'est tenue la deuxième rencontre Nakasone-Reagan (la première avait eu lieu lors de la visite de cinq jours effectuée à Washington, en janvier 1983, par Nakasone). Pour les nations industrielles occidentales, le Sommet de Williamsburg se concentrait sur la crise économique mondiale. Il devait également être une épreuve de solidarité pour l'alliance occidentale. Lors de ces rencontres, la position du Japon est exceptionnel. Il appartient au monde économique occidental en raison de son commerce et de l'importance de son secteur industriel, mais il y est étranger en ce qui concerne l'OTAN. La constitution japonaise est interprétée comme prohibant toute participation à des accords de sécurité collective, c'est pourquoi les premiers ministres ont été prudents face à toute implication considérable sur des sujets non économiques. Malgré tout, le Japon a été de plus en plus attiré dans les discussions portant sur la sécurité. Notamment, il craint que les pourparlers sur les armements entre l'alliance occidentale et l'URSS résultent dans le transfert de missiles du théâtre européen à l'Extrême-Orient. Il était par conséquent important pour Nakasone de recevoir des assurances à l'effet que les intérêts du Japon, en ce qui touche à la sécurité, seraient considérés dans les négociations sur les armements.

Le gouvernement soviétique a proposé de réduire le nombre de ses ogives SS-20, stationnées en Europe, au nombre de missiles détenus par la Grande-Bretagne et la France. Pour le Japon, cela a soulevé le problème de savoir si ces ogives allaient être déplacées vers l'Extrême-Orient. Il a semblé que plus se produisait de réduction

7. On a dit que la Banque du Japon voulait que Volcker demeure en poste de crainte que sa démission ne provoque un déclin du cours du yen (Cf. note 31).

8. *NK*, 30 avril 1983, p. 6, dans *DSJP*, 10 mai 1983, p. 3; et *Asahi Shimbun (AS)*, 3 mai 1983, p. 9, dans *DSJP*, 11 mai 1983, p. 12.

en Europe, plus la situation devenait dangereuse en Asie. Toutefois, même un arrêt de ce redéploiement n'empêcherait pas les Soviétiques de construire de nouvelles aires de lancement et d'y installer de nouveaux SS-20. Selon le *Tokyo Shimbun*, les États-Unis déploient des avions de type B-52-G, qui transportent des missiles à courte portée, sur l'île de Guam afin d'aller à l'encontre des SS-20 en Asie.

À Williamsburg, Nakasone a attiré l'attention sur la position du Japon à l'effet que les négociations sur les forces nucléaires à moyenne portée (FNM) devraient être poursuivies d'un point de vue global, lequel comprend le Japon et l'Asie. Afin de manifester sa solidarité avec les États-Unis, Nakasone appuie le déploiement par les États-Unis de missiles Cruise et Pershing II en Europe, de même qu'il a exprimé son soutien à l'OTAN. L'inclusion de la préoccupation du Japon pour le « point de vue global » a été considérée comme une victoire significative pour les efforts diplomatiques de Nakasone.

En pratique, le Japon est régulièrement amené à s'impliquer plus étroitement dans les discussions sur la défense avec les nations membres de l'OTAN. Le ministre d'État britannique à la Défense, Peter Blaker, a visité Tokyo en mars 1983. En avril, il y a eu des entretiens sur des questions de sécurité avec des fonctionnaires britanniques et français. De plus, une étude commune est menée par les États-Unis et le Japon à propos de la protection des routes de navigation. Le Japon, les États-Unis et l'Europe ont d'importants intérêts communs dans trois secteurs. Premièrement, en ce qui concerne le commerce Est-Ouest, le Japon s'est joint aux sanctions décrétées contre l'URSS après l'invasion de l'Afghanistan. Les questions commerciales ont été étudiées dans trois forums après le Sommet de Versailles (1982) – à l'OCDE, au COCOM et la l'OTAN. N'étant pas membre de ce dernier organe, le Japon a insisté pour ne pas être lié par ses décisions. Un problème additionnel impliquant le Japon est que la faiblesse de ses lois et de son effectif de contre-espionnage a créé ce que plusieurs désignent comme un « paradis pour les espions ». Puisque le Japon a accès à beaucoup de technologies d'avant-garde, il a fourni un tuyau de communication facile au bloc de l'Est – coupant court aux tentatives occidentales visant à empêcher le transfert de la technologie importante sur le plan stratégique.

Deuxièmement, le Japon s'inquiète de l'issue des entretiens de Genève sur les FNM. Le ministre soviétique des Affaires étrangères, Gromyko, a affirmé que le Japon était bourré d'armes nucléaires, de sorte que l'URSS a le droit de transférer ses SS-20 en Sibérie. Les Britanniques ont fait preuve de pragmatisme à propos de l'inclusion du Japon dans les discussions de l'OTAN sur la défense et la Première ministre Thatcher croit que le Japon devrait être capable de défendre lui-même ses routes de navigation et ses autres voies d'accès essentielles.

Troisièmement, le Japon revêt désormais une importance vitale pour l'équilibre de la puissance militaire conventionnelle, dans le Pacifique occidental, entre les États-Unis et l'URSS. Les États-Unis espèrent transférer au Japon, dès 1990, leurs rôles principaux dans la défense anti-sous-marine et la protection des convois⁹. Cela aidera la stratégie américaine de bascule. À l'heure actuelle, la Force maritime

9. *Far Eastern Economic Review (FEER)*, 16 juin 1983, p. 71.

d'auto-défense concentre ses moyens de guerre anti-sous-marin dans les eaux japonaises et compte sur la couverture aérienne des États-Unis. La couverture radar des îles japonaises s'étend à environ 250 milles. L'écart entre cette couverture radar et le but que constituent les routes de navigation de 1000 milles rend presque impossible la protection aérienne des bateaux¹⁰.

Les succès du Premier ministre lors du Sommet de 1983 n'a pas été acclamé par tout le monde au pays. Les politiciens de gauche et une partie des mass media ont exprimé leur opposition. Plusieurs pacifistes ont jugé que le Japon n'avait pas affaire à s'intéresser aux problèmes européens (c'est-à-dire au déploiement des missiles Cruise et Pershing II). On craignait que le Japon puisse être forcé de rejoindre l'OTAN et de partager ses risques¹¹. Nakasone a aussi été blâmé de permettre aux États-Unis d'utiliser le Japon dans la stratégie mondiale américaine contre l'URSS.

IV – LA DÉFENSE : LE TALON D'ACHILLE DU JAPON

L'insatisfaction à propos du commerce a aussi affecté les relations américano-japonaises en matière de défense et les États-Unis peuvent insister auprès du Japon pour obtenir une réalisation hâtive des projets de développement de la défense. Ses représentants s'attendent également à des demandes américaines de fourniture en technologie japonaise. Les États-Unis sont particulièrement intéressés par la technologie d'avant-garde en matière de radar et de radioguidage. Certains spécialistes considèrent le missile air-navire japonais ASM-1 comme ayant un meilleur rendement que l'Exocet français – qui a fait sa réputation aux Falkland¹².

C'est la question de la sécurité japonaise qui, peut-être, témoigne le mieux du dilemme psychologique résultant de son émergence en tant que superpuissance économique. Le puissant mouvement pour la paix tire sa force d'une histoire dans laquelle le Japon a été à la fois l'agresseur et la victime. Le mouvement s'oppose à tout réarmement de crainte que ressortent les tendances militaristes latentes et que se répètent les expériences de la période 1931-1945. Cela est fondé sur l'argument voulant que les Japonais soient des « animaux économiques ou militaires », ou encore qu'il y ait un samouraï qui essaie de sortir à l'intérieur de chaque homme d'affaires japonais.

Le thème des représailles exercées contre le Japon est souvent évident – d'abord à cause des premières et secondes attaques nucléaires du monde et, ensuite, du fait que l'occupation américaine. Après l'occupation (une des moins malveillantes de l'histoire), les États-Unis ont été dépeints comme une superpuissance agressive qui essaie d'impliquer le Japon dans ses desseins stratégiques en maintenant des bases dans ce pays et en encourageant son réarmement. Le Parti socialiste adopte une politique de neutralité non-armée et veut la suppression des bases

10. *Asian Security 1983*, Tokyo, Research Institute for Peace and Security, 1983, pp. 238-239.

11. *Japan Times Weekly*, 11 juin 1983, p. 3

12. *NK*, 14 janvier 1983, p. 3, dans *DSJP*, 19 janvier 1983, p. 10.

américaines du pays. Avec le Parti communiste, il s'oppose à toute expansion des moyens de défense japonais.

À l'heure actuelle, les garnisons américaines au Japon comptent un personnel militaire de 47,300 personnes¹³. Si elles étaient transférées dans une autre région en crise, le Japon serait presque sans défense contre une attaque nucléaire. Le grand public est divisé quant à savoir si ces forces sont importantes pour la sécurité du Japon. Selon un sondage Gallup mené récemment au Japon, seulement 51% de la population pensait que les forces américaines devraient y être envoyées si le Japon était envahi par l'URSS¹⁴. Chez ceux qui étaient classés comme intellectuels, ce résultat était de 78%.

L'agence de Défense et les Forces d'auto-défense ont été désignées comme les « orphelins » de l'État japonais. Comme l'agence a eu un commencement tardif, il y a peu de personnes ayant assez d'ancienneté au sein du gouvernement pour diriger son programme législatif et ses budgets à travers les canaux de la bureaucratie. Le ministère des Finances réduit fréquemment le budget de la défense. Même le titre du chef de l'agence est « directeur général » et non ministre.

La contradiction entre le pacifisme japonais largement répandu et les pressions visant à accroître les dispositifs de sécurité se modifie lentement et en s'intensifiant. Le bruit des sabres soviétiques et les réclamations pour que le Japon aille librement son chemin en matière de défense ont en quelque sorte servi de catalyseur dans ce changement. Au cours des dernières années, les États-Unis ont demandé que le Japon assume désormais la défense des routes de navigation sur une distance de 1000 milles. À cause de la nature controversée du terme « route de navigation » et de son manque de clarté, il n'est apparu pour la première fois qu'à l'été 1983, dans le livre blanc annuel sur la défense.

Un autre problème rencontré par l'utilisation de l'expression « défense des routes de navigation » est que, en vertu de la constitution, toute participation à la défense des zones maritimes est bannie parce qu'elle serait liée à l'exercice d'une sécurité collective, lequel a été interprété comme inconstitutionnel par le gouvernement japonais. On craint que si était accepté le principe de la défense des routes de navigation, cela pourrait être interprété comme signifiant que le Japon a promis aux États-Unis d'endosser le fardeau de la défense des zones maritimes de 1000 milles marins. Cela pourrait susciter des inquiétudes superflues en Asie de l'Est¹⁵. Il est maintenant décidé d'utiliser officiellement l'expression parce que les États-Unis acceptent l'interprétation japonaise à l'effet que la défense des routes de navigation ne signifie pas le partage de la défense des zones maritimes.

Une partie capitale de la tâche de Nakasone dans l'amélioration de la défense est de convaincre le public que la sécurité est importante même si elle nécessite des sacrifices. En juin, il a affirmé que l'URSS n'aurait pas reconstitué ses forces dans

13. Agence de Défense du Japon, *Defense of Japan 1982*, Tokyo, The Japan Times Ltd., 1982, p. 37.

14. *Yomiuri Shimbun* (YS), 7 mai 1983, p. 4, dans *DSJP*, 19 mai 1983, p. 7.

15. AS, 15 mai 1983, p. 2, dans *DSJP*, 18 mai 1983, p. 16.

les territoires septentrionaux (en avril 1978) si le Japon avait mis sur pied assez de forces militaires dans la région¹⁶.

Selon un sondage mené simultanément au Japon et aux États-Unis, la proportion d'Américains qui appuient une augmentation des dépenses militaires au coût d'une réduction des services sociaux est deux fois plus élevée que la proportion de Japonais¹⁷. Le sondage demandait: « Le gouvernement japonais (américain) a accru les dépenses militaires de 6,5% (14,2% dans le cas des États-Unis en 1984) et, en échange, a l'intention d'abaisser les dépenses affectées au bien-être. Êtes-vous en faveur de cette politique, ou y êtes-vous opposés? »

| | Japon | États-Unis |
|----------------|-------|------------|
| pour | 15,6% | 31,6% |
| contre | 72,6 | 57,5 |
| pas de réponse | 11,8 | 11,0 |

Sous le Premier ministre Susuki, les questions relatives à la défense étaient subordonnées aux considérations d'ordre économique. Le gouvernement s'engageait à défendre les routes de navigation mais il était vague quant aux zones mêmes. Nakasone est arrivé au pouvoir avec une réputation de faucon et de girouette. Tôt, il s'était offensé de l'article 9 de la constitution, lequel proscriit une renaissance des forces armées japonaises et bannit l'utilisation de la force dans le règlement des disputes. Le Premier ministre Nakasone veut triompher du pacifisme de l'opinion publique. Toutefois, un amendement constitutionnel requiert une majorité des deux tiers dans les deux chambres de la Diète nationale, la mince majorité du PLD à la Diète rendant le changement improbable. Nakasone prétend désormais que la constitution est bien comme elle est. On s'attend à ce qu'il ne s'écarte pas radicalement des précédents établis par ses prédécesseurs — surtout après la douche reçue aux dernières élections.

Les dépenses affectées à la défense demeurent inférieures à 1% du PNB (1,5% selon les méthodes de calcul de l'OTAN) et les forces défensives du Japon, du point de vue de la dimension, arrivent au sixième rang dans le monde non communiste. Au cours des deux décennies, les dépenses relatives à la défense se sont élevées en moyenne de 7% par an. Le Plan quinquennal de défense actuellement en cours prévoit un budget de 40 milliards de dollars dès 1988. À l'heure actuelle, le personnel de la FAD se chiffre à 250,000 personnes. La Force d'auto-défense maritime (FADM) comprend 34 destroyers et 16 frégates. Le budget de la Force d'auto-défense aérienne (FADA) a connu la plus considérable augmentation (10,4%) parmi les trois forces (4,2% dans le cas de la FAD terrestre et 8,5% dans celui de la FADM) pour l'année financière 1983. Les critiques prétendent que les augmentations annuelles des dépenses affectées à la défense sont seulement des offrandes pour satisfaire les critiques américains — des achats effectués pièce par pièce sans poursuivre de stratégie claire.

16. *Japan Times Weekly (JTW)*, 11 juin 1983, p. 1.

17. *YS*, 15 mai 1983, p. 12, dans *DSJP*, 20 mai 1983, p. 9.

Les colombes y voient une tendance au militarisme et considèrent les pressions américaines en faveur du réarmement comme imprévoyantes puisqu'elles pourraient encourager le militarisme interne ainsi que les craintes d'une renaissance de l'expansionnisme japonais à l'extérieur. Mais les colombes sous-estiment, et même ignorent, le renforcement militaire soviétique en mer du Nord et dans les terres et les îles adjacentes.

La prémisse sous-jacente à la stratégie de défense japonaise est que les hostilités américano-soviétiques éclateraient dans une autre région du monde et s'arrêteraient au seuil des échanges nucléaires. Dans cette éventualité, les forces américaines se déploieraient largement et le Japon serait rendu vulnérable aux armes conventionnelles soviétiques. Le Japon chercherait à conserver la supériorité aérienne sur les îles nationales et sur les zones maritimes adjacentes et utiliserait ses forces navales pour interdire les trois principaux détroits. En réalité, il est probable que lors de toute guerre entre les superpuissances, l'URSS utiliserait ses armes nucléaires pour attaquer les bases américaines au Japon. Le dilemme japonais est que la défense du pays ne peut se réaliser sans les forces militaires américaines généralement déployées dans la région. Mais la présence même de ces forces fait du Japon une cible attrayante pour une attaque soviétique.

Tokyo a généralement été satisfait de demeurer sous l'ombrelle nucléaire américaine. Mais, depuis la chute de Saïgon en 1975, de nombreux Japonais ont commencé à se demander si les États-Unis étaient disposés à partir de nouveau en guerre en Asie, même pour défendre un allié majeur. La stratégie américaine de bascule a accentué les inquiétudes japonaises à ce sujet. L'administration Reagan a tenté de rassurer le Japon à propos de ses engagements dans la région. En octobre 1982, un corps expéditionnaire américain venait en mer du Japon et effectuait des manoeuvres au large de la côte nord-coréenne. C'était la première fois en trente ans que des porte-avions américains parcouraient des eaux qui ont été caractérisées de « lac soviétique »¹⁸.

Le gouvernement japonais a inventé le concept de « sécurité d'ensemble » pour que les mesures et les instruments de la sécurité nationale comprennent davantage que les armements. Le concept renferme la sécurité des approvisionnements en nourriture et en énergie et il implique, entre autres choses, l'assistance étrangère. Beaucoup reste à faire pour l'élévation du niveau de l'aide étrangère et la réduction des tendances protectionnistes chez les nations industrielles. Robert Barnett, de la Fondation Carnegie pour la Paix internationale, a encouragé le Japon à utiliser toutes ses ressources intellectuelles, diplomatiques, politiques, économiques et scientifiques pour renforcer, en Asie de l'Est, les engagements en faveur de la non-prolifération nucléaire et pour prendre la direction de la promotion de la paix.

Certains intellectuels japonais critiquent leur nation parce que, selon eux, elle demeurerait coincée dans une « mentalité de petit pays », après s'être développée jusqu'à devenir une des principales puissances au monde. Elle continue d'agir comme un cavalier autonome par rapport aux biens publics internationaux que

18. *Sankei*, 19 octobre 1982, p. 1, dans *DSJP*, 27 octobre 1982, p. 7.

constituent le libre-échange et des systèmes de sécurité collective, et elle devrait développer son assistance extérieure dans le contexte de la « sécurité d'ensemble ». Le Japon contraste avec la Grande-Bretagne, laquelle compte cinq millions de chômeurs et voit son PNB décliner, mais dépense encore 5% de ce dernier aux chapitres de l'aide et de la défense. Une augmentation de l'aide extérieure pourrait contribuer à atténuer les pressions américaines, à stabiliser l'Asie de l'Est, à accroître l'influence japonaise et, de cette façon, à servir les intérêts nationaux du Japon¹⁹.

V – LES RELATIONS AVEC L'URSS

Nakasone a trois choix de conduite dans ses rapports avec l'URSS²⁰. Premièrement, il peut poursuivre une politique de confrontation, bien qu'il sera difficile de mobiliser le soutien du public. Son gouvernement est plus fort suite aux élections à la chambre haute mais cela ne peut nécessairement se traduire en appui à une posture belliciste. Ses déclarations antérieures en faveur de l'alliance avec les États-Unis étaient destinées à « restabiliser » les rapports qui étaient devenus tendus sous Susuki. Une posture plus dure face à l'URSS réclamerait des dépenses plus élevées en matière de défense et provoquerait probablement une contre-réaction de la part de l'URSS.

Son deuxième choix consisterait à promouvoir des relations économiques plus étroites avec Moscou, en se fondant sur le principe de la séparation de l'économique et du politique. Le gouvernement rejette présentement cette possibilité, jusqu'à ce que les Soviétiques fassent certaines concessions à propos des territoires septentrionaux et de l'Afghanistan. Dans la société et dans les media, cette position n'est pas acceptée par tout le monde et elle pourrait être ébranlée si le protectionnisme extérieur augmentait. Une mission commerciale de 252 membres visitait l'Union soviétique en février et son chef, le président de la chambre japonaise de commerce et de l'industrie, Shigeo Nagano, déclarait à la presse que le commerce pourrait être développé même sans règlement de la question territoriale²¹. Cette option pourrait affecter défavorablement les relations avec les États-Unis si elle était poursuivie unilatéralement.

La troisième option pourrait consister en une approche « du bâton et de la carotte », dans laquelle le Japon maintiendrait sa relation particulière avec les États-Unis et considérerait avec réalisme le danger soviétique. En même temps, Tokyo devrait prendre garde de ne pas provoquer inutilement Moscou. Comparativement aux États-Unis et à l'Europe de l'Ouest, le Japon a peu de pouvoir de marchandage face à l'URSS et peut devoir mettre son orgueil national dans sa poche pour agir prudemment.

19. *FEER*, 16 juin 1983, pp. 49-55.

20. *Sankei*, 30 mai 1983, p. 5, dans *DSJP*, 8 juin 1983, p. 15.

21. *JTW*, 5 mars 1983, p. 1.

La méfiance mutuelle remonte à la guerre russo-japonaise (1904-1905) et antérieurement. Il reste à signer un traité de paix pour conclure la Deuxième Guerre mondiale. Le déploiement d'armes d'avant-garde telles que le bombardier Backfire, le porte-avion Minsk et les missiles SS-20 en Sibérie, accroît les soupçons japonais et crée une atmosphère favorable au réarmement. Des révélations faites par un transfuge du KGB, Stanislav Levchenko, à propos d'espionnage et de sympathisants haut placés ont conduit à des accusations contre des membres de la Diète et un rédacteur du *Sankei*. Les relations continuent d'être tièdes. Susuki s'est rendu aux funérailles de Brejnev en espérant s'entretenir avec Andropov mais il a été déçu. Jusqu'ici, Gromyko et Mikoyan ont été les représentants soviétiques de plus haut niveau à visiter le Japon, bien que trois Premiers ministres et six ministres des Affaires étrangères japonais se soient rendus à Moscou. Les aigles soutiennent que les Russes comprennent seulement le langage de la force et, avec une armée où chaque soldat dispose en moyenne de seulement 16 balles, le Japon ne peut s'attendre à être pris très au sérieux.

On prévoit que le nouveau chemin de fer sibérien sera complété dès la fin de 1984, et l'URSS a besoin de capital et de technologie pour développer la région. Le commerce et l'investissement japonais en Union soviétique ont chuté suite aux sanctions prises après l'invasion de l'Afghanistan. En 1982, le volume des exportations du Japon vers l'URSS a décliné de 20% par rapport à l'année précédente. Moscou demeure intéressé à la technologie électronique japonaise, et à la robotique, pour suppléer à l'insuffisance de main-d'oeuvre. Avec l'augmentation des mesures protectionnistes adoptées un peu partout dans le monde contre le Japon et certaines déceptions quant aux taux d'expansion du marché chinois, l'amélioration de la clientèle soviétique aiderait l'économie japonaise²².

VI – LES RELATIONS EN ASIE DE L'EST

Après l'émergence d'une direction pragmatique sous Deng Xiaoping, la Chine a cherché à créer un large front uni pour l'opposer à l'URSS. Le traité de 1978 avec le Japon a été un succès capital dans ce processus et, a détérioré davantage les relations entre Tokyo et Moscou. La RPC est également intéressée par l'acquisition de capital et de technologie japonais afin de faciliter ses propres programmes de modernisation. Bien que Tokyo refuse de fournir de la technologie militaire, les Soviétiques voient des possibilités menaçantes dans une grande partie de la technologie moderne accordée à la Chine.

À la fin des années 70, la Chine a encouragé le Japon à accroître ses préparatifs de défense dans le but de contrecarrer l'URSS²³. Toutefois, plus récemment, le secrétaire général du PLD, Susumu Nikaido, a effectué un voyage de quatre jours en Chine (février 1983) en tant qu'envoyé particulier du Premier ministre, lequel était

22. AS, 26 avril 1983, p. 9, dans *DSJP*, 5 mai 1983, p. 9.

23. Pour de plus amples informations sur les relations sino-japonaises, voir BEDESKI, *op. cit.*, et William T. Tow, "Sino-Japanese Security Cooperation: Evolution and Prospects", dans *Pacific Affairs*, 56:1 1983, pp. 51-83.

pris par une session de la Diète. Une certaine urgence était attachée au voyage dans la mesure où le *Quotidien du Peuple* avait attaqué une déclaration de Nakasone, où le Japon était présenté comme un « porte-avions insubmersible », et avait prévenu contre une expansion des moyens de défense japonais. Les Chinois s'inquiétaient également de tout développement des liens de sécurité entre le Japon et la Corée du Sud. Nikaido était premier secrétaire du Cabinet lorsque Tanaka a normalisé les relations avec la Chine et il est considéré comme ayant des liens amicaux à Beijing. Il s'est entretenu avec le ministre des Affaires étrangères, Wu Xueqian. Les deux pays s'inquiètent du transfert possible des SS-20 dans la région extrême-orientale²⁴.

Le premier voyage de Nakasone à l'étranger, en tant que Premier ministre, a été sa visite à Seoul. Il s'agissait aussi de la première visite en Corée d'un chef de gouvernement japonais depuis 1965, alors qu'était signé le traité rétablissant des liens bilatéraux. Des rencontres ont eu lieu, impliquant le Président Chun et le premier ministre Nakasone, mais sans la présence d'assistants. Le *New Straits Times*²⁵ donnait à entendre que des tractations secrètes avaient été effectuées. Il y avait aussi des problèmes quant à l'assistance à la Corée mais ils ont été résolus, lors de sa visite de janvier, avec la conclusion d'un contrat d'aide de 4 milliards de dollars²⁶. Le sujet avait aigri les relations bilatérales pendant vingt mois. Les Coréens n'étaient pas satisfaits des derniers détails du contrat d'aide puisque 70% de l'assistance étaient liés à l'achat d'équipement de production japonais. L'entrée annuelle de capital étranger en Corée s'élève à 6 milliards de dollars, par conséquent le contrat japonais n'était pas décisif. Cependant, il était politiquement important pour le prestige des deux dirigeants. Il constituait également un signal clair pour les États-Unis montrant que le Japon assumait un plus grand rôle dans la région²⁷.

L'atterrissage à Seoul d'un avion de ligne détourné, appartenant à la RPC, a amené les premiers contacts officiels entre les deux pays, le directeur-général de l'Administration de l'Aviation civile de la Chine (AACC), Shen Tu, signant un mémorandum le 10 mai²⁸. Tokyo aurait pu jouer le rôle de médiateur mais Seoul n'a pas fait de telle requête. La République de Corée était soucieuse d'établir des contacts avec Beijing et l'incident du détournement a fourni une occasion fortuite.

L'Asie du Sud-Est a été une autre région de préoccupation économique et politique pour le Japon. Au début de juin, Nakasone a passé dix jours dans les pays de l'ANASE afin de faire comprendre les politiques du Japon et de faire ressortir l'importance de la région. Notamment, il cherchait à apaiser les craintes à l'effet que le Japon puisse de nouveau devenir une grande puissance militaire. Ayant expérimenté l'occupation japonaise au cours de la guerre, les pays étaient soucieux de ne pas répéter l'histoire. Par ailleurs, l'expansion de l'influence soviétique au Vietnam, les soupçons continus de la Chine et la répugnance des États-Unis à

24. *Liberal Star*, 10 mars 1983, p. 1.

25. *New Straits Times*, 3 février 1983, p. 18.

26. *Korea Newsreview (KN)*, 22 janvier 1983, p. 3.

27. *FEER*, 27 janvier 1983, pp. 13-14.

28. *KN*, 14 mai 1983, p. 7.

s'engager militairement dans la région exigent des États de l'ANASE qu'ils examinent d'autres options de sécurité.

Le Premier ministre a expliqué que le Japon n'adhèrera qu'à des mesures de défense et que la défense des routes de navigation n'affectera pas l'ANASE. Il a obtenu dans une certaine mesure, l'appui des dirigeants de la région. Les Philippines demeurent le pays le plus inquiet face à un Japon remilitarisé, étant situé le plus à proximité de ce dernier et ayant subi de grands dommages durant la guerre. Pour sa part, le Japon soutient la politique de l'ANASE face au Vietnam et il a gelé l'aide au Vietnam jusqu'à ce que celui-ci retire ses troupes du Kampuchéa. Les prêts en yens à la région de l'ANASE se sont accrus de 27,8% par rapport à l'année dernière²⁹. L'ANASE s'attend à ce que le Japon joue le rôle de médiateur entre le Nord et le Sud, et les inquiétudes de la région au sujet du Sommet ont été exprimées à Nakasone³⁰. On s'attend aussi à ce que le Japon fonctionne comme un « pipeline » entre la région et la Chine.

CONCLUSION

Les six premiers mois de Yasuhiro Nakasone au poste de Premier ministre ont été un tourbillon d'activités diplomatiques, indiquant qu'une nouvelle ère s'ouvrait peut-être dans les relations étrangères japonaises. Si Nakasone peut maintenir l'élan produit jusque-là, les contours généraux de cette nouvelle ère auront les caractéristiques suivantes. Premièrement, des relations plus étroites avec les États-Unis seront entretenues. Cela exigera une intervention pour réduire les désaccords en matière de commerce et de défense. Plusieurs Japonais considèrent la récession économique américaine actuelle seulement comme un recul temporaire et s'attendent à ce que le redressement triomphe des problèmes actuels du secteur industriel. De cette façon, beaucoup des désaccords commerciaux disparaîtront naturellement avec le temps³¹.

Deuxièmement, la définition des exigences de la sécurité japonaise, incluant la défense des routes de navigation, se développera graduellement. Cela, en retour, exigera des augmentations additionnelles du budget et des forces de défense. La menace soviétique est de plus en plus reconnue et, avec la modération du conflit sino-soviétique, la RPC ne servira plus de tampon ainsi qu'elle la fait autrefois. Mais cela veut également dire une possibilité diminuée de guerre entre les deux.

Troisièmement, le Japon réalise que son statut est celui d'une superpuissance économique. Ses dirigeants veulent être compris dans le cercle des pays qui proposent et disposent du sort économique du monde, mais ils constatent qu'ils sont eux-mêmes à la limite de ce cercle à cause de leurs dépenses relativement peu élevées aux chapitres de l'aide et de la défense, ainsi qu'à cause de leurs pratiques commerciales importunes. La reconnaissance d'une pleine association au groupe industriel aidera à mettre de côté les inquiétudes quant à un isolement futur au coeur des récessions mondiales.

29. *TS*, 19 mai 1983, p. 2, dans *DSJP*, 17 mai 1983, p. 12.

30. *YS*, 7 mai 1983, p. 2, dans *DSJP*, 12 mai 1983, p. 13.

31. *NK*, 30 avril 1983, p. 3, dans *DSJP*, 11 mai 1983, p. 8.

Quatrièmement, la nation est maintenant une puissance régionale non-militaire et elle recherche une stratégie pour remplir ce nouveau rôle dans la région. Le commerce et l'assistance adressés à l'ANASE, à la RPC et à la RDC, sont des instruments essentiels et Tokyo s'achemine également peu à peu vers un rôle plus politique. Tant que les États-Unis maintiennent leurs engagements dans la région, il y a peu de danger d'expansionnisme japonais.

La prospérité a amené un nouveau statut au Japon. Le statut entraîne des responsabilités plus vastes, lesquels ont des implications touchant la sécurité. La question qui se trouve dans l'esprit de tout le monde consiste à se demander jusqu'où cela stimulera les tendances à la militarisation et, en fin de compte, si l'abstinence d'armements nucléaires peut être maintenue. [*Traduit de l'anglais*]